

mente für ihre Einführung, die kurzen Verjährungsfristen gemäss Art. 804 f aOR, zufolge der Revision (Art. 1069 OR) nicht mehr zutrifft. Der Wechselbetriebene, welcher Mitverpflichtete hat, muss sich also grundsätzlich mit der Vorlage einer Abschrift des Titels begnügen. Der Rekurrent hätte dies gemäss der zitierten Praxis ohne weiteres tun müssen, wenn er nicht zufällig der Erst-, sondern der Zweitbetriebene wäre. Der Umstand allein, dass hier, abweichend von dem beschriebenen Vorgehen, das zuerst angegangene Betreibungsamt den Originalwechsel zuhanden des zweiten zurückgab und dem Erstbetriebenen die Abschrift vorlegte, kann keinen die Ungültigkeit der Betreibung rechtfertigenden Unterschied ausmachen. Wenn der Rekurrent zur Beurteilung der Frage der Erhebung von Rechtsvorschlag auf die Prüfung des Originals angewiesen war, konnte er es durch das Betreibungsamt zur Einsicht kommen lassen. Er hat dies bei seiner Vorsprache vom 7. Mai beim Betreibungsamt Reith nicht verlangt, offenbar weil er bereits im Besitze einer Photokopie war. Käme freilich das Betreibungsamt der Aufforderung des Betriebenen, den Originalwechsel vorzulegen, nicht innert der Rechtsvorschlagsfrist nach, so würde dies — in Analogie zu Art. 73 Abs. 2 SchKG — den Lauf dieser Frist nicht hemmen. Wohl aber könnte die Nichtvorlage des Originals vom Betriebenen zur Stützung seines Rechtsvorschlages geltend gemacht werden und dem Richter zur Ergreifung geeigneter Massnahmen Anlass geben. Die Einschaltung des Richters für die Zulassung des Rechtsvorschlages gemäss Art. 181 SchKG bildet eine genügende Sicherheit gegen Missbräuche zum Nachteil des Wechselschuldners in diesem Stadium der Betreibung. Jedenfalls kann die Konkursöffnung nicht ausgesprochen werden, ohne dass der Wechsel neuerdings mit dem Konkursbegehren vom Gläubiger vorgelegt wird (Art. 188 Abs. 1 SchKG). Der Schuldner läuft also nicht Gefahr, von einem Betreibenden in den Konkurs gestürzt zu werden, der nicht mehr im Besitz des Titels

ist. Ebensowenig besteht, entgegen der Auffassung des Rekurrenten, das Risiko zweimaliger Zahlung, da das Betreibungsamt das Geld dem Gläubiger nur gegen Uebergabe des Originalwechsels aushändigt (Art. 150 Abs. 1 SchKG).

Obwohl bei gleichzeitiger Betreibung mehrerer aus dem gleichen Wechsel Verpflichteter grundsätzlich das im zitierten Präjudiz (BGE 41 III 263) angegebene Vorgehen als das richtige beobachtet und daher die vom Betreibungsamt Reith gewählte Variante beanstandet werden muss, ist der Rekurs unverkennbar trölerisch. Im Besitze einer Photokopie und über den Wechsel mit Bezug auf sich selber — trotz den in der Umschreibung des Forderungstitels im Zahlungsbefehl tatsächlich vorhandenen Unrichtigkeiten — vollkommen im Bilde, versucht der Rekurrent die mit der Parallelbetreibung verbundenen praktischen Inkonvenienzen dazu zu benutzen, den Lauf der Vollstreckung zu hemmen, was die Auflage der Kanzleikosten gemäss Art. 70 Abs. 2 GebTarif (1948) rechtfertigt.

Demnach erkennt die Schuldbetr.- u. Konkurskammer :

1. — Der Rekurs wird abgewiesen.
2. — Die bundesgerichtlichen Kosten werden dem Rekurrenten auferlegt.

12. Arrêt du 18 juin 1948 en la cause dame Novel.

Suspension de la poursuite pour maladie grave du débiteur (art. 61 LP).

Pouvoir d'appréciation du préposé.

S'il peut se justifier de suspendre la poursuite lorsque le débiteur gagne sa vie par son travail et que la maladie le prive de son gain, c'est à condition toutefois que la cessation de son activité ait causé l'insolvabilité dans laquelle il se trouve.

Rechtsstillstand wegen schwerer Krankheit (Art. 61 SchKG).

Ermessen des Betreibungsbeamten.

Grund zur Gewährung des Rechtsstillstandes kann zwar auch der Verlust des Arbeitsverdienstes zufolge der Krankheit sein, jedoch

nur, wenn die bestehende Zahlungsunfähigkeit auf den Abbruch der Arbeit zurückzuführen ist.

Sospensione dell'esecuzione in caso di grave malattia del debitore (art. 61 LEP).

Potere di apprezzamento dell'ufficiale.

L'esecuzione può essere sospesa nel caso in cui il debitore guadagna la vita con il proprio lavoro e che una malattia lo priva del suo guadagno, purchè la cessazione dell'attività abbia causato l'insolvenza nella quale si trova.

A. — Dans douze poursuites contre Dame Novel, la vente avait été fixée au 8 mai 1948. Le 5 mai, l'avocat de la débitrice, invoquant l'art. 61 LP, demandait à l'Office de Genève de suspendre les poursuites pour une durée de trois mois. Il faisait état d'un certificat d'un médecin de Lugano attestant que la débitrice devait interrompre toute activité pendant trois mois, temps nécessaire à son complet rétablissement. Il affirmait que, durant ce temps, Dame Novel — qui est le seul administrateur d'une S.A. Ledag s'occupant d'importations et d'exportations — ne pourrait pas se faire remplacer par son bureau.

B. — L'Office ayant rejeté la requête, la débitrice a porté plainte. Elle faisait état notamment de ce que, durant sa maladie, elle ne gagnait rien, ne pouvant pas faire d'affaires.

L'Autorité cantonale de surveillance a rejeté la plainte.

C. — Dame Novel recourt au Tribunal fédéral contre cette décision en demandant à être mise au bénéfice de la suspension. Elle produit un nouveau certificat médical.

Considérant en droit :

L'art. 61 LP dispose qu'en cas de maladie grave du débiteur le préposé « peut » suspendre la poursuite. Le débiteur n'a donc pas droit à la suspension du seul fait qu'il est gravement malade ; il faut encore que cette mesure paraisse justifiée eu égard à l'ensemble des circonstances de l'espèce. L'appréciation de ces circonstances est avant tout une question d'opportunité. La décision du préposé ne peut fonder un recours au Tribunal fédéral

pour violation du droit fédéral (art. 19 LP) que si elle repose sur des motifs étrangers au but de l'institution ou si au contraire elle ne tient pas compte de facteurs importants du point de vue de l'art. 61 LP (cf. RO 33 I 676 = éd. spéc. 1907, p. 239).

Pour motiver son refus, l'Office s'est borné à renvoyer à une décision antérieure de l'Autorité cantonale de surveillance. Dans sa plainte, la débitrice a prétendu que les circonstances n'étaient pas les mêmes. C'est ce qu'il n'est pas nécessaire d'examiner.

D'abord, la requête à laquelle l'Office répondait était elle-même fort sommaire. Même le certificat médical produit à l'appui était des plus vagues et ne permettait pas de vérifier si la débitrice était atteinte d'une maladie grave. A ce sujet, le Tribunal fédéral ne peut pas prendre en considération le certificat postérieur, produit pour la première fois dans l'instance de recours (art. 79 OJ).

Ensuite, dans ses observations sur la plainte, l'Office a expliqué que la débitrice n'avait pas prouvé qu'elle tirait toutes ses ressources de la S.A. Ledag administrée par elle, et qu'elle ne disposait d'aucun autre moyen d'existence. Il s'agit là d'une appréciation des circonstances personnelles de la recourante, qui échappe au contrôle du Tribunal fédéral.

Au surplus, s'il peut se justifier de suspendre la poursuite non seulement quand le débiteur n'est pas en mesure de se faire représenter, mais aussi lorsque, gagnant sa vie par son travail, la maladie le prive de son gain (arrêt Gruber, RO 58 III 18), c'est à condition toutefois que la cessation de son activité ait causé l'insolvabilité dans laquelle il se trouve. D'une manière générale en effet, l'impossibilité de payer la dette ne peut à elle seule motiver la suspension d'une poursuite. Or, en l'espèce, l'insolvabilité de la recourante est bien antérieure à sa maladie, les poursuites étant depuis des mois déjà arrivées au stade de la réalisation. Cette dernière circonstance doit d'ailleurs engager les autorités de poursuite à se montrer

particulièrement circonspectes dans l'octroi du bénéfice de l'art. 61, la réalisation s'opérant sans le concours du débiteur et dans les délais impératifs fixés par la loi.

L'autorité cantonale a tiré argument du fait, affirmé par l'Office, que la débitrice (ou son « bureau ») avait pu se procurer le 8 mai la somme nécessaire pour faire renvoyer la vente. La recourante conteste cette circonstance. Le Tribunal fédéral est toutefois lié par la constatation qui figure à ce sujet dans la décision attaquée. Les motifs de celle-ci montrent d'ailleurs que l'Autorité cantonale n'aurait pas statué autrement si elle n'avait pas admis la réalité de ce fait.

Enfin, le désir de « sauver son mobilier » et le fait que la valeur de celui-ci couvrirait les créances en poursuite ne sont pas des considérations pertinentes du point de vue de l'art. 61 LP.

Par ces motifs, le Tribunal fédéral

rejette le recours.

13: Entscheid vom 16. September 1948 i. S. Leuthard und Konkursamt Untertoggenburg.

1. Ob ein vom Betreibungsamt eingezogener Geldbetrag den Pfändungsgläubigern als Verwertungserlös verhaftet sei oder wegen des angeblichen Hinfalls der Betreibungen in die Konkursmasse falle, haben die Aufsichtsbehörden zu entscheiden; Art. 17 und 199 Abs. 2 SchKG (Erw. 1); — und zwar die dem Betreibungsamte, nicht die dem Konkursamte vorgesetzten Aufsichtsbehörden (Erw. 2).
2. Kein Rückzug des Verwertungsbegehrens liegt in der nach dessen Stellung erfolgten Zustimmung zum Vorschlag des Betreibungsamtes, das Ergebnis des über die gepfändete Forderung schwebenden Prozesses abzuwarten. Art. 121 SchKG (Erw. 3).
1. La question de savoir si la somme perçue par un office des poursuites doit revenir aux créanciers saisissants, en tant que produit de la réalisation, ou au contraire tomber dans la masse en raison de la caducité prétendue de la poursuite est du ressort des autorités de surveillance; art. 17 et 199 al. 2 LP (consid. 1); — et plus précisément des autorités de surveillance dont relève

l'office des poursuites et non de celles dont relève l'office des faillites (consid. 2).

2. Le fait pour des créanciers qui ont requis la vente d'accepter ensuite la proposition de l'office des poursuites d'attendre le résultat d'un procès engagé au sujet de la créance saisie ne saurait être interprété comme un retrait de la réquisition de vente; art. 121 LP (consid. 3).
1. La questione se la somma riscossa da un ufficio di esecuzione spettò ai creditori procedenti, quale ricavo della realizzazione, oppure se invece cada nella massa a motivo della pretesa perenzione dell'esecuzione, è di competenza delle autorità di vigilanza; art. 17 e 199 cp. 2 LEF (consid. 1); — e più precisamente delle autorità di vigilanza dalle quali dipende l'ufficio di esecuzione e non di quelle preposte all'ufficio dei fallimenti (consid. 2).
2. Il fatto che i creditori, i quali avevano domandato la vendita, accettano in seguito la proposta dell'ufficio dei fallimenti di attendere il risultato di una lite pendente relativa al credito pignorato, non può essere interpretato come un ritiro della domanda di vendita; art. 121 LEF (consid. 3).

A. — In verschiedenen Betreibungen (Pfändungsgruppe 45, wozu der Gläubiger Pohl gehörte) gegen den damals in Zürich 9 wohnenden Leuthard wurde im Sommer 1946 u. a. eine Forderung gegen Dr. Schönlink gepfändet. Dem Verwertungsbegehren Pohls vom 18. September 1946 entsprach das Betreibungsamt durch ordnungsmässige Verwertung der übrigen gepfändeten Gegenstände. Hinsichtlich des erwähnten Guthabens aber, über das ein vom Schuldner angehobener Prozess schwebte, schlug es den beteiligten Gläubigern mit einem Rundschreiben vom 27. Februar 1947 vor, die Erledigung des Prozesses abzuwarten, um dann das sichere Prozessergebnis in Anspruch nehmen zu können. Keiner der Gläubiger erhob binnen der ihnen eingeräumten Frist hiegegen Einspruch. Der Prozess endigte erst im Mai 1948 durch Abschluss eines Vergleiches. Den danach dem Schuldner zustehenden Forderungsbetrag zog das Betreibungsamt am 21. Juni 1948 ein. Laut dem am 25. gleichen Monats aufgestellten Kollokations- und Verteilungsplan entfallen auf Pohl Fr. 85.50, während er mit Fr. 62.25 zu Verlust kommt.

B. — Der Kollokations- und Verteilungsplan wurde weder von Gläubiger- noch von Schuldnerseite angefochten.